

L'ÉVEIL

de la nation

Hebdomadaire togolais d'informations générales - Fondé en 2004

Prix : 250 F CFA

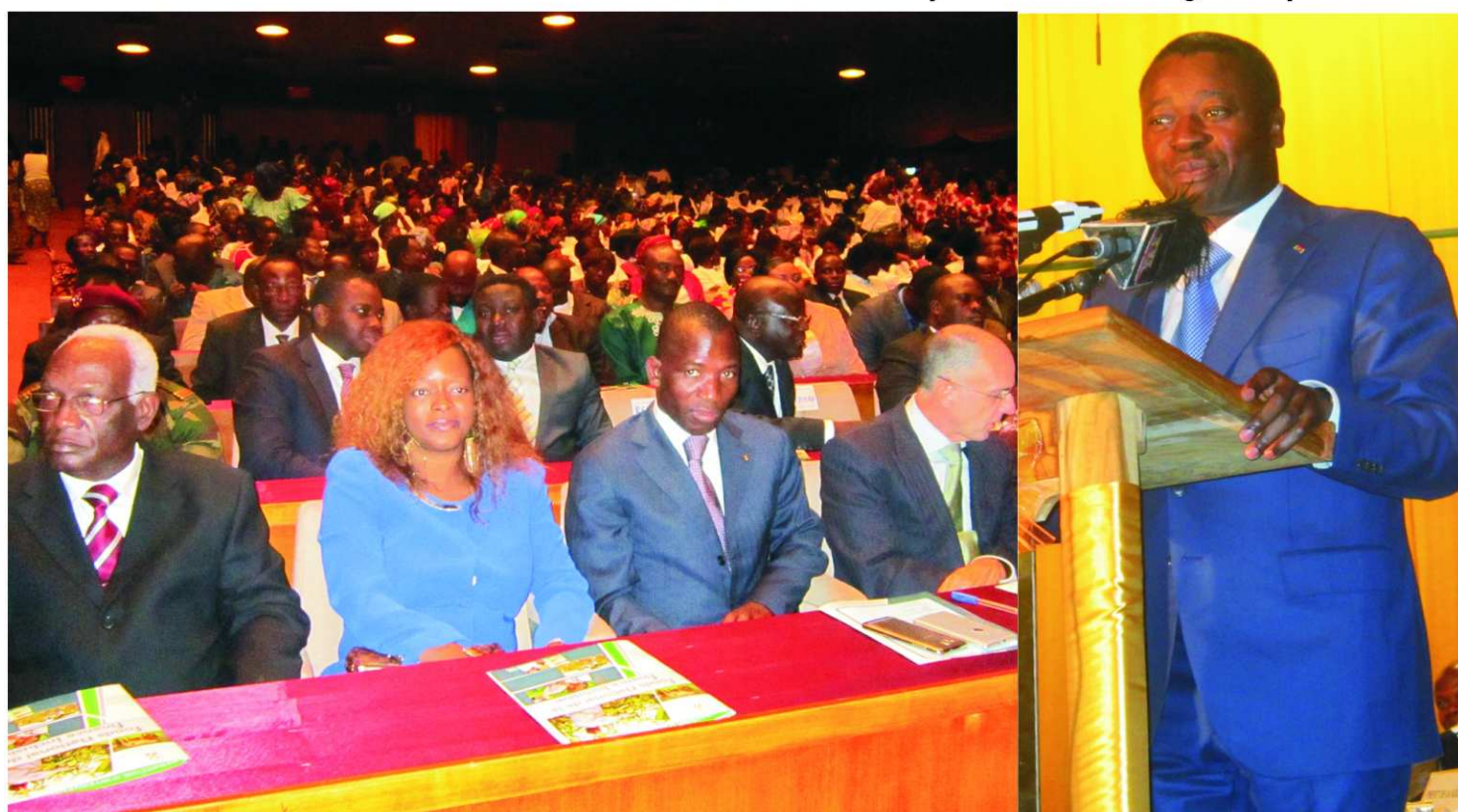
**TOGO TELECOM,
UNE ENTREPRISE
QUI MONTE** P.1

Fond National de Finance Inclusive porté sur les fonds baptismaux :

Faure Gnassingbé lance une croisade contre la pauvreté

 P.3

La majorité des Togolais vit en dessous du seuil de la pauvreté et nombreux sont encore ces concitoyens qui, par faute d'accès aux marchés de crédit continuent par végéter dans une paupérisation indescriptible. Pour inverser cette courbe aux allures exponentielles, le Chef de l'Etat s'est senti interpellé et partant du principe que les pauvres ne doivent pas s'appauvrir davantage, Faure Gnassingbé avec l'appui des partenaires au développement du Togo a jeté l'idée d'une finance inclusive qui, loin d'être toujours à l'étape embryonnaire vient d'amorcer la ligne droite de sa phase d'exécution avec le lancement du Fond National pour la Finance Inclusive (FNFI) samedi dernier à Kara par Faure Gnassingbé en personne...



Dernière hausse des prix des produits pétroliers à la pompe :

Des mesures d'accompagnement pour amortir le choc P.4



Ahoomey-Zunu Séléagodji, PM

Affaires des incendies des grands marchés de Kara et de Lomé :

En dépit de son rapport d'enquête, le CST cherche encore des coupables dans ses propres rangs P.4



Abass Kaboua Zeus Ajavon Agbéyomé Kodjo

L'ORPHELINAT "CAEEDO" inauguré à Tabligbo

Un Centre d'Accueil et d'Education pour Enfants Démunis et Orphelins (CAEEDO) a été inauguré par le l'Ordre Ecuménique militaire et hospitalier saint Jean de Malte, de Rhodes et de Jérusalem (OSJ), le jeudi 23 janvier à Aklobi Kondji dans la préfecture de Yoto. C'était au cours d'une manifestation festive à laquelle ont pris part certaines autorités politiques, administratives et traditionnelles de la localité.

Lire page 6

Conflits sociaux au Togo :

Les inspecteurs du travail, un autre corps plus corrompu qu'on ne le croit P.5

Bonne Année
2014

Les années se succèdent mais ne se ressemblent pas.

TOGO CELLULAIRE vous remercie pour les quinze
années de confiance et de fidélité,

avec le ferme engagement d'être encore plus proche
de vous les années à venir, pour la satisfaction
de tous sur le réseau Leader.

Pour cette année nouvelle 2014, le Directeur Général
et l'ensemble de son personnel
vous présentent leurs meilleurs vœux de santé, de paix
et de prospérité. Puisse Dieu, Tout-Puissant, vous bénir
et vous garder tout au long de cette année.

La Direction Générale



LE LEADER

Fond National de Finance Inclusive porté sur les fonds baptismaux :

Faure Gnassingbé lance une véritable croisade contre la pauvreté

La majorité des Togolais vit en dessous du seuil de la pauvreté et nombreux sont encore ces concitoyens qui, par faute d'accès aux marchés de crédit continuent par végéter dans une paupérisation indescriptible. Pour inverser cette courbe aux allures exponentielles, le Chef de l'Etat s'est senti interpellé et partant du principe que les pauvres ne doivent pas s'appauvrir davantage, Faure Gnassingbé avec l'appui des partenaires au développement du Togo a jeté l'idée d'une finance inclusive qui, loin d'être toujours à l'étape embryonnaire vient d'amorcer la ligne droite de sa phase d'exécution avec le lancement du Fond National pour la Finance Inclusive (FNFI) samedi dernier à Kara par Faure Gnassingbé en personne.

Créer des emplois, stimuler les activités génératrices de revenus et aider au développement des micros entreprises en accordant plus facilement des financements, tel est le principal objectif visé par Faure Gnassingbé d'ici 5 ans.

Depuis qu'il est à la tête du Togo, Faure Gnassingbé est en quête du bien être des togolais et pour lui, il n'est pas croyable que les couches les plus défavorisées aient des difficultés pour accéder aux services financiers de base ou qu'elles soient exclus du sec-

habillés pour la plupart en T-shirt blanc sur lequel on pouvait lire "finance accessible à tous", tous se réjouissent de l'initiative du gouvernement qui vient à point nommé pour lever sur eux, la situation de pauvreté avancée dont ils sont victimes.

Du sourire se dessinait sur les visages des milliers de femmes, parce que, certainement, se sentant désormais proche d'un service qui pourra combler leurs attentes. De nombreux chefs traditionnels, de Préfets, des responsables



teur bancaire traditionnel.

Aujourd'hui, le Chef de l'Etat Togolais semble avoir trouvé un remède efficace et durable contre cette situation. Le FNFI est donc une riposte à la pauvreté galopante dans notre pays.

Des ambassadeurs accrédités au Togo, notamment, Joseph Weiss de l'Allemagne, Nicolas Berlanga-Martinez de l'Union européenne et de nombreux responsables des institutions bancaires aussi étaient au rendez-vous du lancement du FNFI.

Au Palais des Congrès de Kara, l'ambiance était toute particulière. Femmes, vieilles, jeunes,

de certaines institutions financières n'ont pas manqué au rendez-vous.

L'engouement que suscite la création de ce fonds au sein des couches vulnérables est également partagé par la plupart des institutions bancaires internationales et des institutions de microfinance au Togo (IMF).

Que ce soit la Banque Mondiale, représenté au Togo par Hervé Assah, la Banque Africaine de Développement (BAD), Serge N'guessan, l'Union européenne (UE) par Nicolas Berlanga-Martinez, le ton est pareil.



La table

Le président des associations des professionnels de la microfinance, Nassirou Ramanou, directeur général de la microfinance "WAGES" a salué de son côté, l'initiative de la mise en place du fonds.

Croyant fermement que le fonds aidera à repousser les frontières de la pauvreté au sein des populations, M. Ramanou a au nom des IMF, exprimé l'adhésion pleine et entière de toutes les institutions de microfinance à accompagner le projet. Il a exprimé l'engagement plein et entier des IMF pour accompagner le fonds, idée de déblayer le terrain pour faciliter les choses aux populations.

" Nous avons le ferme espoir que les défis qui restent à relever, le FNFI va apporter des solutions à tous. Le système des Nations Unies salue l'initiative et tient à accompagner le FNFI pour son plein développement ", a laissé entendre Mme Khardiata Lô N'diaye, représentante résidente du PNUD au Togo.

" L'initiative elle-même répond à une préoccupation de la BAD : inclure les couches les plus favorisées dans le développement. Nous allons mettre notre assistance au gouvernement dans cette initiative ", a promis M. N'guessan.

C'est dans un air décontracté emprunte de quelques doses de blagues que Faure Gnassingbé a lancé officiellement le Fonds. Faure se dit très rassuré d'abord



Le Président Faure Gnassingbé lors de son allocation

eu égard à la mobilisation et l'engagement exprimé par les différents partenaires du Togo. Face aux partenaires et à l'assistance, Faure a laissé entendre qu'avec ce fonds, " il s'agit d'une véritable coalition qui se forme contre la pauvreté ".

" En tant que premier responsable du Togo, c'est de vous dire mon total engagement de ce que

pilliers centraux dans sa stratégie d'intervention : la promotion d'une vraie offre de finance inclusive et de produits innovants et adaptés à travers des appuis institutionnels aux prestataires de services financiers (PFS); la mise à disposition de lignes de crédit à des conditions bonifiées, permettant l'offre de produits aux bénéficiaires à des coûts raisonnables, tout



Vue partielle de l'assistance...

le gouvernement pourra faire pour soutenir ce fonds. Nous sommes au service de la population les plus vulnérables. Nous ne pouvons pas laisser les pauvres s'appauvrir davantage ", a lancé Faure Gnassingbé.

" Nous allons faire davantage mais on ne réussira pas si vous-les femmes vous ne nous soutenez pas. Où que vous soyez, c'est vous qui êtes à l'avant-garde de la lutte contre la pauvreté ", promet Faure à l'assistance.

Certaines femmes au sortir du lancement, s'éclatent de joie. " Je suis fière, l'incertitude et le désespoir perdus en moi, reviennent. Je ne tarderai pas à renouer avec mon petit commerce ", confie Mme Ayawa, la quarantaine.

" Principalement au moment où je vous parle, à cause de la pauvreté couplée au le décès de mon mari, les charges pesant sur moi, mon fils qui est en classe de première, a d'abandonner l'école. Avec tout ce que j'ai reçue comme information sur le FNFI, l'année prochaine je mettrai le paquet double. D'abord avec mon petit commerce qui ne suffit, je ferai un prêt, agrandir mon commerce et avec le taux d'intérêt, j'arriverai à rebondir ", explique Mme Bèti, 42 ans, mère de 5 enfants.

Le FNFI se repose sur trois

en préservant la rentabilité et la pérennité des institutions financières et la mise en place de mécanismes de sécurité au profit des PSF pour le financement des secteurs risques (agriculture, premiers projets des jeunes, etc.) et de fonds de facilitation pour le financement des IMF auprès des banques.

Créé par décret pris en Conseil des ministres en décembre 2013 et placé sous tutelle du Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, le fonds a un statut d'Etablissement public à caractère financier avec pour mission, de rendre plus accessibles les services financiers à tous, surtout les plus pauvres, par l'entremise des banques et des Institutions de micro finance à ce que l'on appelle le principe du "faire-faire".

Notons que ce fond enregistrera plus de 2000 000 bénéficiaires.

Rappelons qu'avant son lancement, des séances régionales avaient été initiées par le ministère pilotant afin de recueillir et d'informer les populations à la base sur les avantages dudit fonds ainsi que les raisons de sa création.



L'assistance avec au premier rang les officiels...

Affaires des incendies des grands marchés de Kara et de Lomé :

En dépit de son rapport d'enquête, le CST cherche encore des coupables dans ses propres rangs

Cela fait déjà plus d'un an que les grands marchés de Kara et de Lomé ont été emportés par des incendies criminels. L'instruction suit son cours et peut-être incessamment, il y aura un procès en bonne et due forme pour fixer les uns et les autres sur les tenants et les aboutissants de ces actes si tristement odieux.

Mais entre temps, c'est le Collectif Sauvons le Togo (CST) dont nombre de responsables sont inculpés dans cette affaire, qui a pondu un supposé rapport d'enquête sur les incendies criminels, indexant 8 personnalités proches du pouvoir d'être les responsables desdits incendies.



Agbéyomé Kodjo

Mais, curieux que cela puisse l'être, ces derniers temps, il apparaît que le CST est en train de faire volt face en cherchant plutôt des coupables en son sein.

" Ils se battent pour aller à



Ata Zeus Ajavon, Coord. CST

l'Assemblée, pour avoir une humilité pour ne pas être arrêté mais je vous dit qu'ils seront tous arrêtés ", disait Abass Kaboua président national du MRC (Mouvement Républicain



Abass Kaboua

Centriste) parti membre du CST.

Voilà l'une des phrases qui trahissent le CST dans sa sale besogne. Le ridicule ne tue pas au CST qui, après être "convaincu" de la culpabilité de huit personnalités

proche du pouvoir, cherche des coupables dans ses propres rangs en se soupçonnant.

Faudrait-il le rappeler, Agbéyomé Kodjo et Abass Kaboua sont tous deux membres du CST et aussi signataires du fameux rapport d'enquête.

En agissant ainsi, le CST montre à suffisance que son rapport n'est que du faux, fabriqué de toute pièce et que la culpabilité de certains de ses responsables paraît plus qu'évidente.

Dans tous les cas, vivement que le procès dans cette affaire, se tienne le plus tôt possible afin qu'on sache qui a fait quoi, quand, comment et pourquoi.

Kpéfia Biva

DES NUMEROS VERTS POUR SIGNALER LES DERIVES DES FORCES DE L'ORDRE :

UNE MESURE JUSTE QUI RELANCE LA QUESTION DES CONDITIONS DE VIE DE CES AGENTS

Suite à l'agression d'un journaliste par un agent des forces de l'ordre dans l'exercice de sa profession, le ministre de la sécurité et de la protection civile, le colonel Yark Damehane, n'a pas seulement présenté des excuses publiques aux corps des journalistes, mais, a aussi pris des mesures afin de discipliner les brebis galeuses de ses troupes.

C'est ainsi que dans ces mesures, il a annoncé la mise à la disposition des populations des numéros verts sur lesquels les citoyens peuvent appeler pour signaler les abus ou les violations de leurs droits par un agent des forces de l'ordre qui tenterait de saper les énormes sacrifices consentis par l'Etat pour former un corps professionnel, discipliné et au service des citoyens, contribuables togolais.

Un acte honorable est toujours honoré quel que soit le temps. C'est ainsi que les journalistes dans leur contentement ont salué l'intervention du ministre Yark. Il est temps que s'arrêtent sur nos routes ces comportements de vio-

lences, d'escroqueries et de corruption qu'affichent quelque fois certains agents des forces de l'ordre. Si l'ambition des autorités togolaises est certes l'édification d'une nation fondée sur des valeurs démocratiques et surtout



Col Yark, ministre de la Sécurité

républicaines, leur réaction à l'égard des comportements qui vont à contre courant de leurs efforts doit être efficace et curative à l'instar de celle du ministre Yark. Comme pour dire, nous sommes

tous capables de bonnes actions et capables d'exercer nos fonctions sociales et politiques dans le sens, non seulement de l'honneur, mais aussi du développement de notre pays si nous en nourrissons la volonté.

La sécurité du citoyen, contribuable togolais, doit commencer par sa confiance en ceux qui sont missionnés pour assurer sa sécurité. Où nous croirions nous si le citoyen se rend compte que la menace vient de ceux qui devraient lui garantir sa sécurité ? Le ministre Yark a compris l'enjeu du problème et a pris la mesure idoine.

Mais comme le dit un adage courant : " lorsque vous trancher pour le chat, trancher aussi pour la souris ", les autorités compétentes doivent, en toute responsabilité, se demander pourquoi de

tels comportements; investiguer et trouver une solution juste et durable au problème.

En tout cas, ce qui surgit à l'esprit de toute personne censée, et qui n'est certainement pas une raison pour cautionner de telles attitudes, est les conditions de vie difficiles de ces agents. Il est important que le gouvernement fasse l'effort d'améliorer leurs conditions de vie et de travail qui, aussi n'est pas celles des plus enviables et qui les mettraient à l'abri des dérives. Et pourtant, ils sont au service d'une noble mission à l'instar des médecins, celle de protéger et de sauver des vies humaines.

Vivement qu'une attention particulière soit accordée à leur situation par les plus hautes autorités du pays.

Armand

Dernière hausse des prix des produits pétroliers à la pompe : Des mesures d'accompagnement pour amortir le choc

Depuis le 16 janvier, le gouvernement a fixé de nouveaux prix des produits pétroliers à la pompe. Ainsi, le super sans plomb passe de 595F à 655 FCFA le litre ; le gaz oil de 629F à 679FCFA ; ce qui fait une augmentation respective de 60FCFA et 50FCFA par litre. Quant au gaz butane, il est passé à 3280F la bouteille de 6Kg et 6500F, celle de 12 Kg. Ces brusques augmentations sont exorbitantes pour la bourse du Togolais.

Face à cette situation de désarroi, tout le monde semble n'être pas convaincu des explications du gouvernement et exige que des mesures d'accompagnement soient rapidement prises afin de soulager tant soit peu les populations.

Dès le lendemain de cette hausse, ce sont les associations des consommateurs qui sont montées au créneau pour exiger le retrait pur et simple de l'arrêté de l'application des nouveaux prix et à défaut, prendre des mesures d'accompagnement significatives.

Réuni mercredi dernier, le Conseil National du Dialogue Social (CNDS) n'a pas passé sous silence cette situation. Mieux, elle en a fait la



Le PM Ahoomey-Zunu

priorité de ses préoccupations en ce début d'année. Dans son communiqué final, le CNDS a invité le gouvernement à mettre en place instantanément des mesures d'accompagnement.

Quant à la Synergie des Travailleurs du Togo (STT) qui avait obtenu l'amélioration des conditions de vie et de travail des travailleurs en 2013, elle a tenu un point de presse vendredi dernier pour se prononcer sur la situation. Sans ambages, la STT estime que la situation créée par le gouvernement met en cause les acquis de 2013 et l'amène à exiger des mesures d'accompagnement.

" Nous manifestons notre désac-

cord par rapport à la hausse des prix des produits pétroliers qui vient de remettre en cause tous nos acquis. Les organisations des consommateurs ont donné au gouvernement un ultimatum pour prendre des mesures d'accompagnement. La Synergie des Travailleurs du Togo s'aligne derrière elles pour exiger ces mesures ", a déclaré Mme Nadou Lawson, coordonatrice de la STT.

Parlant justement des mesures d'accompagnement, le gouvernement entend agrandir le parc de SOTRAL pour le transport urbain, augmenter les bus de transport des Etudiants, investir dans les cantines scolaires, faire face aux différents problèmes de santé, notamment la césarienne. La clé de voûte de ces mesures d'accompagnement sera de maintenir inchangés les prix des transports et ceux de premières-nécessités en annulant le paiement des trimestres au niveau des transporteurs et la détaxe de certains produits. C'est à ce prix que le gouvernement peut amortir le choc lié à la hausse des prix du carburant.

Kpéfia Biva

Togo/ Développement du secteur agricole :

Ce que Israël peut enseigner au Togo

Afin de faciliter la transmission des techniques adéquates israéliennes aux différents groupements agricoles et acteurs de vulgarisation du secteur de l'agriculture très pourvoyeur d'emplois et générateur de meilleurs revenus au Togo, un atelier de formation des formateurs en techniques agricoles a ouvert ses portes le mercredi 22 janvier 2014 à Lomé pour trois (03) jours.



Col. Ouro-Koura Agadazi, ministre de l'Agriculture

Organisé par le Ministère de la Planification du Développement et

de l'Aménagement du Territoire, à travers l'Agence pour la Coopération Internationale au Développement d'Israël (MASHAV), cet atelier a pour objectif de créer une masse critique de formateurs maîtrisant les meilleures techniques d'irrigation.

C'est le ministre Sémondji Djossou de la planification, du développement et de l'aménagement du territoire, Sémondji Djossou qui a ouvert les travaux en présence du Colonel Ministre de l'Agriculture, de l'élevage et de la Pêche, Ouro Koura-Agadazi.

Pour les participants, professeurs des établissements agricoles INFA de Tové, de l'ESA, de l'Université de Lomé et des Ecoles d'entrepreneuriat agricole, ainsi que les vulgarisateurs de l'ICAT et les leaders et animatrices des coopératives féminines, cet atelier

Suite à la page 5

Conflits sociaux au Togo :

La part de responsabilité de l'inspection générale du travail -LES INSPECTEURS DU TRAVAIL, UN AUTRE CORPS PLUS CORROMPU QU'ON NE LE CROIT

Le samedi 11 janvier courant, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale, M. John Siabi KWAME -KOUAMA AGLO a réuni les inspecteurs du travail venus de tous les coins du Togo pour s'entretenir avec eux sur les conditions de travail..

Officiellement, il a été question d'écouter les concernés, de recenser les problèmes afin de réfléchir ensemble sur les pistes de solutions pour le bien-être du département et pour plus de performance dans les

prestations de service.

De façon générale, il a été plus question d'harmoniser l'application et la pratique des textes dans les entreprises, mais aussi de l'amélioration des conditions de travail, la dotation en matériel roulant etc.

Mais il nous semble que l'essentiel n'a pas été dit. Vu la corruption qui gangrène ce corps. Il est vrai que dans son intervention, le ministre AGLO a rappelé qu'on ne peut pas intervenir dans une structure si on ne prend pas la mesure de cette struc-

ture. Mais la réalité sur le terrain est autre.

C'est plutôt l'argent qui définit les règles du jour au détriment des textes en vigueur. La stratégie est simple, la structure prend contact avec l'inspecteur chargé, lui accorde des avantages numériques et matériels et ce dernier se charge de travestir les textes au détriment des employés. Ce qui crée des frustrations et accentue les conflits sociaux. Ainsi au lieu que l'inspection du travail dénoue les conflits sociaux, elle les

entretient et mieux les crée et les envenime.

Parlant de corruption, ce ne sont pas les inspecteurs en charge des entreprises de la Zone Franche ou de certaines sociétés d'Etat qui vont nous démentir.

Nous avons mené une enquête sérieuse mais pour le moment nous taisons les noms et en appelons plutôt à la conscience et à la responsabilité des uns et des autres.

Si non comment comprendre qu'un inspecteur du travail couvre une

Société d'Etat de surcroît qui refuse d'appliquer le nouveau taux du SMIG adopté par le gouvernement depuis plus de deux (02) ans ?

Comment comprendre qu'un inspecteur de travail se mine dans un silence de cathédrale face au refus de réunion d'un employeur à l'endroit d'un syndicat légalement constitué ?

Comment ?.... Comment ?....
Nous y revenons !

Kpéla Biva

Une mise en œuvre du Fonds National de la Finance Inclusive



La table

Un atelier de validation du schéma directeur du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI) 2014-2018 a eu lieu le mardi 21 janvier 2014 à Lomé. Ouvert par, Mme victoire Tomégah-Dogbé, ministre du Développement à la Base, de l'Artisanat de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, cet atelier prend en compte les préoccupations des partenaires et bénéficiaires du fonds au sujet du schéma directeur et de valider le contenu de ce document stratégique. Cela a permis aussi de recueillir les observations des acteurs et intervenant notamment les bénéficiaires potentiels, l'administration publique, les banques, etc.

L'objectif de cet atelier est de rendre accessible les services financiers classiques, surtout les plus vul-

nérables ou pauvre par l'entremise des Prestations de Services Financiers (PSF) que sont notamment les banques et des institutions de micro finance.

Financé actuellement sur ressource propre de l'Etat, le fonds compte diversifier ses sources de financement en mobilisant des partenaires techniques et financiers comme la BOAD, la BAD, la BIDC, et le système des nations unies qui ont déjà donné leur adhésion à ce nouvel instrument au service des populations.

Le fonds compte toucher deux millions de bénéficiaires en termes de créations d'emplois, des activités génératrices de revenus, des micros, très petites, petites et moyennes entreprises.

Togo/ Développement du secteur agricole : Ce que Israël peut enseigner au Togo

Suite de la page 4

va leur permettre de maîtriser les différents outils d'irrigation et de pratiquer de minis pépinières qu'ils pourront transmettre facilement et permettre aux groupements de renforcer et d'améliorer leur production.

Pour le ministre Sémondji, "le présent atelier est une manifestation concrète de la volonté des gouvernements du Togo et d'Israël à renforcer les capacités techniques des acteurs togolais du secteur de l'agriculture. L'agriculture occupe près de 70% de la population togolaise. Ainsi, assure-t-il que l'importance du rôle de l'agriculture dans le déve-

loppement du Togo n'est plus à démontrer.

M. Oded Halamit, officier du développement agricole de MAS-HAV, formateur, il sera question de former essentiellement les participants sur les théories modernes de l'accroissement de l'agriculture, comment planifier les parcelles et fabriquer les compostes et les principes de l'irrigation des terres.

Notons que d'autres jeunes togolais constituant la seconde vague sont encore en formation en Israël pour onze (11) mois en technique et entrepreneuriat agricole.

Source : Pa-Lunion

Le CNJ renouvelle ses instances :

KOLANI Gartieb élu nouveau président

Le Conseil national de la jeunesse (CNJ) est présidé depuis mardi, par un nouveau président en la personne de KOLANI Gartieb élu lundi à la suite du deuxième congrès ordinaire de l'institution togolaise en charge des questions juvéniles.

Il a enregistré un total de 28 voix, contre 23 voix pour son adversaire Ismael TANKO-MAMOUDOU, qui malheureusement n'a pas obtenu le meilleur score, malgré les prestations aussi alléchantes qu'il a pu offrir pour convaincre l'électorat à ce congrès ordinaire faisant office de congrès électif.

Le fauteuil présidentiel du CNJ était jusque-là occupé par Thierry LAKOUGNON, en poste depuis la



Kolani Gartieb

création du Conseil en 2008.

Conformément aux textes régissant l'organisation juvénile, ce dernier était juridiquement contraint de démissionner vu qu'il était âgé de plus que 32 ans.

Le nouveau patron du CNJ Kolani

Gartieb, est sociologue de formation et est âgé de 30 ans.

Il est assisté dans l'exercice de ses fonctions par 10 autres membres eux aussi élus au niveau de ce nouveau bureau exécutif qui dispose d'un mandat de trois ans non renouvelables.

KOLANI Gartieb était le 2ème Vice-Président du CNJ chargé des relations extérieures dans la précédente équipe dirigée par Thierry LAKOUGNON.

Une fois au perchoir, il compte redynamiser le CNJ en mettant sur pied des plans d'action préfectoraux, en renforçant les textes juridiques et en veillant à leurs applications.

NOUVEAU PACK 3XL

Une belle idée cadeau à prix cadeau

Terminez l'année en beauté !

L'année se termine bien avec **TOGO TELECOM**. Découvrez le nouveau **PACK 3XL** de **TOGO TELECOM** et profitez doublement de ses avantages !

- Le smartphone : Internet + illico + GSM à 0 F
- 2 000 F/mois de crédit de communication
- 10 000 F/mois de forfait Internet Haut Débit de 2 Go
- Le tout sur 6 mois en rechargeant au moins 5000 F/mois.

Bénéficiez également de la fonction de partage de votre connexion Internet par Wifi.

Pack 3XL, le 3en 1 : Internet + illico + GSM à seulement 72 000 F.

Pour plus d'informations, rendez-vous dans l'Espace Telecom le plus proche ou appelez le 112.

TOGO TELECOM, La Référence
www.togotelecom.tg

François Hollande officialise sa séparation avec Valérie Trierweiler

La nouvelle est tombée ce samedi 25 janvier 2014 en fin d'après-midi. Le chef de l'Etat français et la première dame sont officiellement séparés. François Hollande a confirmé à l'Agence France-Presse "la fin de sa vie commune avec Valérie Trierweiler". Cette dernière a pour sa part tenu à rendre hommage au personnel du palais présidentiel.

Toute ma gratitude va à l'extraordinaire personnel de l'Elysée. Je n'oublierai jamais son dévouement ni l'émotion au moment du départ.

"Toute ma gratitude va à l'extraordinaire personnel de l'Elysée. Je n'oublierai jamais son dévouement ni l'émotion au moment du départ." Par ces quelques mots postés sur Twitter, Valérie Trierweiler a mis un terme, à son tour, à huit années de vie conjointe passées avec François Hollande.



Le président français et la désormais ex-première dame, le 1er octobre 2013 à l'Elysée.

La rupture entre le président français et sa compagne avait été officialisée quelques heures plus tôt, par François Hollande lui-même, via l'Agence France-Presse par téléphone.

"Je fais savoir que j'ai mis fin à la vie commune que je partageais avec Valérie Trierweiler." Ce sont ses mots. "Le chef de l'Etat a précisé qu'il s'exprimait à titre personnel, et non en tant que président, car il s'a-

git de sa "vie privée", précise l'AFP.

Une clarification des relations du couple présidentiel français, qui ne s'est jamais marié, était attendue depuis 15 jours, suite aux révélations du magazine Closer d'une liaison entre le chef de l'Etat et l'actrice Julie Gayet.

Le 14 janvier, François Hollande avait annoncé lors de sa conférence de presse qu'il en dirait plus sur l'état de sa vie conjugale avant son déplacement aux Etats-Unis, prévu le 11 février prochain, et qui se fera donc sans Mme Trierweiler.

Le président américain Barack Obama a fait savoir ce samedi, par l'intermédiaire de la porte-parole du Conseil de sécurité nationale à la Maison Blanche, qu'il comptait néanmoins voir son homologue français "comme prévu".

Valérie Trierweiler a quitté la résidence de la Lanterne, près de

Paris, où elle se reposait depuis quelques jours. La désormais ex-Première dame de France doit s'envoler ce dimanche pour un voyage humanitaire en Inde. L'Elysée a sans doute préféré éclaircir les choses avant son déplacement qui se fera avec l'ONG Action contre la faim.

François Hollande est attendu lundi à Ankara, pour une visite d'Etat de deux jours en Turquie. Le concernant, une question se pose désormais : y aura-t-il dans un proche avenir une nouvelle Première dame à l'Elysée ? Impossible à dire pour l'instant. Une majorité de Français y serait opposée. Selon un sondage BVA, 54% des sondés ne souhaitent pas que la prochaine compagne du chef de l'Etat joue un rôle officiel.

A Paris, les Français semblent vouloir déjà tourner la page de cet épisode mi-politique, mi-people.

Source: rfi.fr

République centrafricaine :

André Nzapayéké, nouveau Premier ministre de RCA : il faut "sortir notre pays de l'ornière"

La présidente de RCA, Catherine Samba-Panza, a désigné le samedi 25 janvier la deuxième tête de l'exécutif de transition : c'est André Nzapayéké qui occupe maintenant le poste de Premier ministre.

Ce technocrate qui revendique une expérience de terrain devra gérer, conjointement avec la cheffe de l'Etat, un pays en crise et le conduire à des élections présidentielles et législatives d'ici à début 2015. Comment l'intéressé accueille-t-il cette nomination ? Quels principes guideront la formation du gouvernement ? Quels seront ses premiers gestes de Premier ministre ? André Nzapayéké a accordé à RFI l'une de ses toutes premières interviews. Il répond aux questions de Laurent Correau.



André Nzapayéké à Brazzaville (République du Congo).

Vous venez d'être choisi comme Premier ministre par la présidente de transition. Quelle est votre première réaction ?

André Nzapayéké : ma première réaction, c'est d'abord une grande fierté. Je me sens très honoré par cette décision de madame la cheffe de l'Etat. Une autre de mes réactions, c'est d'abord d'avoir une pensée pour toutes les victimes de la longue crise que nous traversons ici, aux orphelins aux veuves, aux veufs, aux pères et aux mères qui ont perdu des enfants et des parents. Le moment est venu pour nous tous Centrafricains de tout bord pour qu'on retrouve nos manches et qu'on essaie de sortir notre pays de l'ornière.

Est-ce que madame Catherine Samba-Panza vous a indiqué pourquoi elle avait décidé de vous choisir vous ?

Bien sûr. Elle voulait un technocrate, mais particulièrement quelqu'un qui n'est pas trop mêlé dans toute la politique centrafricaine, qui peut être neutre et surtout jouer un rôle de rassembleur parce que notre premier objectif, c'est d'abord d'arriver aux élections dans un délai relative-

ment court. Mais pour arriver aux élections, il faudrait qu'on soit ensemble.

Est-ce que d'ores et déjà vous avez pu évoquer avec Catherine Samba-Panza les premiers éléments d'une feuille de route ?

La feuille de route est déjà définie avec le régime sortant. Il y a déjà une feuille de route qui a été élaborée et qui a été approuvée par la communauté internationale. Nous n'allons pas trop dévier de cette feuille de route.

Une des raisons pour lesquelles le tandem Djotodia-Tiangaye n'a pas réussi à avancer pendant dix mois, c'est le manque de confiance entre eux. Comment est-ce que vous pourrez instaurer une relation de confiance avec Catherine Samba-Panza ?

Je peux vous dire que la relation de confiance est déjà par définition instaurée entre nous. Nous sommes des professionnels. Les objectifs sont clairs. Nous ne perdons pas de temps dans les déboires politiques. Il y a une seule personne qui est élue ici, c'est madame la cheffe de l'Etat. C'est elle qui est élue. Je ne suis pas élu.

C'est madame la cheffe de l'Etat qui nomme le Premier ministre et qui nomme le gouvernement. Donc, nous allons nous inscrire dans sa vision et nous travaillerons main dans la main. Je peux vous garantir qu'il n'y aura pas de dissensions entre nous.

Le premier chantier qui vous attend conjointement, c'est la formation du gouvernement. Quels sont les principes que vous souhaitez suivre, elle et vous, pour la formation de ce gouvernement ?

Ce qui est certain, c'est qu'il faudrait tenir compte des réalités du terrain. Comme on le dit, c'est le terrain qui gouverne. Il y a différentes tendances aujourd'hui en République centrafricaine, nous en tiendrons compte, mais vraiment, il nous faut des technocrates, quelle que soit la tendance, ou bien la couleur politique de la personne qui va entrer au gouvernement. Une fois entrés au gouvernement, nous sommes des ministres au service de la République. On ne viendra pas défendre des intérêts partisans au sein du gouvernement.

L'ORPHELINAT "CAEEDO" inauguré à Tabligbo

Un Centre d'Accueil et d'Education pour Enfants Démunis et Orphelins (CAEEDO) a été inauguré par le l'Ordre Œcuménique militaire et hospitalier saint Jean de Malte, de Rodés et de Jérusalem (OSJ), le jeudi 23 janvier à Aklobi Kondji dans la préfecture de Yoto. C'était au cours d'une manifestation festive à laquelle ont pris part certaines autorités politiques, administratives et traditionnelles de la localité.

La construction de ce centre s'inscrit dans le cadre des actions humanitaires de l'OSJ. Elle a commencée en février 2011 par la pose de la première pierre et qui s'est achevée en avril 2013. Elle a pour objectif, à titre expérimentale, d'apporter une assistance à une trentaine d'enfants démunis venant de divers horizons du Togo afin d'améliorer leurs conditions de vie.

D'une valeur estimée à 150 millions de francs CFA, le centre CAEEDO est un complexe composé d'un corps de 4 salles de classe, d'un corps administratif, d'une infirmerie de premier secours avec 6 lits au service de la communauté et enfin 4 dortoirs dont 2 pour les filles et 2 pour les garçons. Il est une imposante infrastructure construite sur 1000 m2 d'une superficie foncière de 5000m2 rendu disponible par la com-

Quels sont les premiers actes que vous souhaitez réaliser en tant que Premier ministre ?

En tant que Premier ministre, je voudrais très rapidement essayer de rassurer ceux qui sont encore sceptiques par rapport à ce gouvernement. Je vais prendre langue avec les différentes parties pour que nous arrêtions immédiatement certaines actions, exactions, qui sont menées dans ce pays. Il faut mettre fin à tout cela rapidement.

En tout cas, mettre en place une équipe qui va se charger de la question de la réconciliation nationale. Après la composition du gouvernement, il faudrait qu'on s'attaque à ce problème. Il faut qu'on s'attaque rapidement à cela, la question sécuritaire sera facilitée. Et on évolue vers les questions humanitaires, sinon

on aura beaucoup de difficultés. L'administration devra être remise au travail dans les plus brefs délais ! Evidemment, on nous dira, "les salaires si on ne nous les paye pas, on ne sait pas comment aller au travail"...

Nous allons essayer de régler aussi ce problème-là, ensemble avec nos amis de la communauté internationale pour qu'on puisse avoir au moins dans les mois qui viennent les moyens nécessaires pour pouvoir motiver les fonctionnaires à reprendre le travail.

La prochaine action à mener, c'est vraiment le retour de tous ceux, les réfugiés internes, les déplacés internes pour qu'ils commencent à regagner leur domicile. Là on a un certain nombre d'actions très claires et auxquelles le gouvernement va s'attaquer dès la semaine prochaine.

Source : rfi.fr



Coupe du ruban symbolique

munauté.

Monsieur Eric Duval, le Grand Prieur de l'ordre œcuménique hospitalier et militaire de saint Jean de Malte, de Rodés et de Jérusalem, principal financier de cette œuvre de construction a, dans son intervention circonstancielle, éclairé les lanternes de l'assistance sur ce qu'est l'OSJ et a exprimé son grand contentement quant aux multiples services que le centre rendra aux enfants et à la communauté. Il a invité les responsables du centre à donner le meilleur d'eux-mêmes dans le suivi des enfants et la communauté à entretenir le centre pour la durabilité des services qu'il offre. "Notre objectif est de recueillir les enfants de les éduquer, ils sont l'avenir du Togo" a-t-il conclu.

Monsieur Ignas Kloméga, responsable de la branche togolaise et Monsieur Francis Eckon, le chargé de projet de l'OSJ Togo, ont tour à tour exprimé leur reconnaissance au dona-

teur. Ils ont souligné la portée historique de l'évènement qui est caractérisée par l'ouverture d'un centre de premier plan d'assistance aux enfants démunis. Ils ont exprimé, au gouvernement, leur reconnaissance pour son soutien aux actions de l'OSJ qui pense reproduire l'expérience dans d'autres préfectures.

Le chef du canton d'Amousimé, Togou Akpodo Toklokpa III, président des chefs du Yoto, s'est réjoui du geste du Grand Prieur et promis s'investir pour un usage en bon père de famille du joyau mis au service de sa population.

L'OSJ est une association humanitaire et apolitique fondée sur des valeurs morales et principes des chevaliers de l'ordre Œcuménique de saint Jean dont le siège mondial est Sao Tome et Principe. La branche togolaise est à pour mission d'apporter son assistance aux malades, à l'enfance, aux handicapés, ainsi qu'aux personnes âgées des villes et des campagnes.

Rappelons que le village d'Aklobi Kondji est situé à environ 6 km du centre de Tabligbo et compte environ 700hbs.

Armand

TOGO TELECOM, UNE ENTREPRISE QUI MONTE



Depuis la connexion directe au câble sous-marin, les attentes sont nombreuses. Le chantier est vaste mais TOGO TELECOM compte sur un personnel mobilisé pour l'atteinte des objectifs.

REPARTIR SUR UNE NOUVELLE BASE

2013 a été marqué, à TOGO TELECOM, par la mise en fonction d'un nouvel organigramme et de nouvelles nominations. Par cette nouvelle organisation, la Direction Générale compte redynamiser le personnel pour faire face aux prochaines échéances. Dans les différentes directions, anciennes et nouvelles, tout se met en place pour un meilleur rendement en 2014.

SE SOUHAITER LES BON VOEUX



Un seul mot d'ordre motive les agents: "Ensemble on devient meilleur!". Ce slogan était encore fortement présent dans les vœux formulés par les différents responsables d'agence de l'intérieur du pays. Lors de la cérémonie de présentation de vœux, le Directeur Général a rappelé les efforts que chacun doit faire, à son nouveau poste, pour un rendement meilleur. Cet effort doit être continu et quotidien afin que TOGO TELECOM continue d'exister.

FAIRE UN PAS DE PLUS A CHAQUE FOIS



La bonne manière de progresser, c'est de se fixer des objectifs concordant vers un objectif principal. Ceci, la Direction Générale a su l'insuffler à tout le personnel.

Depuis 2007 que TOGO TELECOM s'est assignée comme mission de favoriser l'accès au haut débit à tous, cette manière de procéder a permis des avancées notoires sur plusieurs plans, à savoir, l'extension du réseau CDMA (illico, Helim Nomade), la pose de la fibre optique

terrestre, un meilleur service du SAV, l'extension du réseau l'ADSL, l'aboutissement de plusieurs projets d'innovation et de rénovation et surtout la connexion directe au câble sous-marin.

La baisse systématique des prix des outils et des tarifs de communication a largement contribué à une vulgarisation rapide des TIC au Togo. C'est en restant fidèle à cette philosophie que TOGO TELECOM apparaît régulièrement dans les 500 meilleures entreprises du continent.

2014: UN OBJECTIF COMMUN, UNE SEULE EQUIPE

"FACE A LA ROCHE, LE RUISSEAU L'EMPORTE TOUJOURS, NON PAS PAR LA FORCE MAIS PAR LA PERSEVERANCE". En citant cette assertion de Jackson BROWN dans son message de vœux au personnel, le Directeur Général de TOGO TELECOM a dévoilé la philosophie qui, selon lui, doit guider le personnel face aux défis présents et futurs. Le tout premier défi est d'exister en tant qu'entreprise capable de participer au développement du Togo. Tel doit être l'objectif de tous afin que, travailler comme un seul homme, devienne aisée.

TOGO CELLULAIRE



Composez
***104#**

pour souscrire à distance à
de nombreux services via votre mobile!

- **Roaming prépayé**
- **Changement de profil**
- **Internet**
(souscription + achat de forfait)

le numero qui vous facilite la vie ...

Pour souscrire à nos services depuis votre mobile, composez *104#

Le code *104# vous permet de souscrire aux services à distance depuis votre téléphone sans avoir besoin de vous présenter dans une agence.

Les options accessibles sont :

1. souscription au roaming prépayé,
2. souscription à la 3G,
3. Achat de forfaits internet (1 jour, 7 jours, 30 jours),
4. Consultation de la validité du forfait internet
5. Changement de profil (Jeune, Classique, Privilège et Leader).

Comment ça marche ?

Tapez *104# et lancez l'appel :

- **Roaming prépayé**
 - ✓ 1. Souscription
 - ✓ 2. Désactivation
 - ✓ 0. Menu principal

- **Internet**
 - ✓ 1. Souscription
 - ✓ 2. Forfait 1 jour
 - ✓ 3. Forfait 7 jours
 - ✓ 4. Forfait 30 jours
 - ✓ 5. Validité du forfait
 - ✓ 0. Menu principal
- **Changement de profil**
 - ✓ 1. Vers jeune
 - ✓ 2. Vers classique
 - ✓ 3. Vers privilège
 - ✓ 4. Vers leader
 - ✓ 0. Menu principal



Sélectionnez un service et validez
Vous recevez un sms vous indiquant le résultat de votre demande.

Les frais liés aux différents services sont prélevés directement sur votre compte principal en cas de succès du traitement de la demande.



LE LEADER

Récépissé n°0254/29/10/04 HAAC

L'ÉVEIL
de la nation

Siège : Adidoadin, Pavée Prolongé, 2ème
Carré après la Pharmacie Le Galieen
Tél: (00228) 22 32 85 95
Directeur de Publication:
Sama T. DJOBO
(00228) .90 03 17 74
.98 62 72 72

Responsable commercial:
Adam Adjronou
90 11 87 88
Rédaction:
Biva KPELAFIA,
Sam DJOBO,
Adam A.
Armand Attisso

Secrétariat :
AGBERE Takira

Imprimerie:
La Colombe
Tirage :
2.500 exemplaires